

Les entreprises sont fébriles et inquiètes d'une impasse politique

« L'instabilité politique fait déjà payer un lourd tribut aux entreprises françaises », titre **Le Figaro** qui consacre au sujet la Une de son cahier Economie, signalant que depuis plusieurs mois déjà, les entreprises sont fébriles et inquiètes d'une impasse politique dont on ne voit pas l'issue. « A partir des remontées qui viennent du terrain et avec ma propre entreprise, j'ai une perception réactive de la conjoncture. Et si l'on regarde la situation en instantané, j'affirme que nous sommes en légère récession », alerte ainsi **Patrick Martin (Medef)**. « De tous les indicateurs, celui de l'investissement est le plus tragique, en baisse de trois points sur un an. Et on le voit partout : les mises en chantier au niveau des logements sont au niveau de 1953, le taux d'utilisation des capacités productives est descendu à son niveau de 2010, les entreprises restreignent, annulent leurs commandes », liste le patron des patrons qui tient l'instabilité politique pour responsable d'une bonne part de ce blocage. Alors que 56 % des dirigeants de TPE et PME estiment que l'incertitude pèse sur leur activité, 45 % des petits patrons comptent reporter leurs projets d'investissement et 21 % prévoient de les annuler. Même chose sur le front de l'embauche où 35 % des sondés reportent leurs intentions d'embauche et 19 % les annulent. Pourtant, les données réelles sur l'économie ne sont pas si alarmantes, nombre d'observateurs signalant que, malgré un horizon sombre, les fondamentaux demeurent solides. Pour preuve, la Banque de France se veut rassurante sur la trésorerie des entreprises qui demeure à un niveau supérieur à celui de 2019, avant la crise sanitaire. Depuis des mois, les délais de paiement repartent pourtant à la hausse. « L'entreprise qui sent sa trésorerie se tendre et qui n'obtient pas de financement de ses besoins en trésorerie de la part de sa banque va utiliser les délais de paiement comme variable d'ajustement. En cela, l'allongement des délais matérialise bel et bien la crise », explique Denis Le Bossé, président du cabinet ARC. (Le Figaro, p.24)